



Fiche n°2

Comment s'engager collectivement dans la certification environnementale ?



Au niveau 2, la certification peut être gérée dans un cadre collectif porté par une coopérative, un négociant, une collectivité territoriale ou une autre structure.

Identification des exploitations concernées

La structure recense les agriculteurs qui souhaitent s'engager collectivement dans la démarche de certification environnementale.



Niveau 1

La structure collective accompagne ces agriculteurs dans la validation du niveau 1. Elle s'assure que les agriculteurs fassent valider, par un organisme habilité dans le cadre du Système de Conseil Agricole leur bilan « conditionnalité » sur les trois domaines environnementaux (environnement, santé des végétaux et BCAE) et qu'ils réalisent un auto-diagnostic de leur exploitation au regard du niveau 2.
La liste des réseaux habilités est disponible en DRAAF.



Niveau 2

La structure collective vérifie par un contrôle interne le respect, par les agriculteurs, des exigences du référentiel du niveau 2.

La structure collective contacte un organisme certificateur agréé (OC).

La liste des organismes certificateurs agréés figurent sur le site du Ministère à l'adresse suivante : <http://agriculture.gouv.fr/exploitations-agricoles>.

L'OC effectue une **évaluation initiale** qui comporte obligatoirement deux volets :
- évaluation du système de contrôle interne mis en place par la structure collective
- évaluation d'un échantillon d'exploitations.

L'OC délivre un certificat de conformité à la structure collective, listant en annexe les exploitations engagées (cf modèle joint en annexe).

La structure collective délivre une attestation de conformité à chaque agriculteur.

L'OC s'assure que la structure collective et les agriculteurs restent conformes aux exigences du référentiel pendant la durée de validité du certificat (trois ans) par une **évaluation intermédiaire annuelle**.

A l'issue des trois ans, si la structure collective souhaite renouveler son certificat pour une même période de validité, elle demande à l'OC d'effectuer une **évaluation de renouvellement**.
La structure collective est libre de changer d'OC au moment du renouvellement.

La structure collective peut également accompagner l'engagement individuel des agriculteurs dans le niveau 3 (cf fiche n°1).